



**Direction des Achats
Direction des Affaires Domaniales**

Lot 209 : Désamiantage

C.C.T.P.

ACCORDS-CADRES À BONS DE COMMANDE

**POUR L'ENTRETIEN, LE DÉPANNAGE ET LES TRAVAUX DE RÉNOVATION
SUR LE PATRIMOINE PRIVÉ DES HCL
(LYON ET PÉRIPHÉRIE)**



I. GÉNÉRALITÉS

Le présent marché a pour objet l'exécution de travaux liés aux opérations d'entretien, de dépannage et de rénovation sur l'ensemble du **patrimoine privé** des Hospices Civils de Lyon. Les entreprises retenues sont réputées avoir pris connaissance et avoir pris en considération dans leur offre, l'intégralité des documents du dossier de consultation et tout particulièrement la présente partie « généralités » du CCTP. Elles ne pourront en aucun cas invoquer une quelconque ignorance d'une pièce du dossier ou d'un de ses articles.

Ce document concerne le lot n°209 : Désamiantage.

A. DÉFINITIONS CONCERNANT LES TRAVAUX COMMANDÉS

➤ Patrimoine concerné

Le domaine privé des Hospices Civils de Lyon (HCL) est constitué par le patrimoine non affecté au service public de la santé. Parmi ces actifs, on dénombre des immeubles et des lots en copropriété représentant plus de 850 logements et plus de 120 locaux commerciaux ou d'activité. La Direction des Affaires Domaniales est responsable de la gestion complète de ces bâtiments qui constituent plus de 65 000 m² de surface construite principalement dans Lyon et sa métropole.

Le patrimoine immobilier privé des HCL est composé exclusivement de bâtis anciens dont les estimations de datation le répartissent comme suit :

- 47% construits au 19e siècle (type haussmannien) ou antérieurement,
- 29% construits dans les années 1930,
- 22% construits dans les années 1950,
- 2% construit au début des années 1970.

La liste des principaux immeubles constituant ce patrimoine est communiquée en annexe du CCAP. L'attention du titulaire du présent lot est attirée sur le fait que plusieurs immeubles sont situés dans la « zone à trafic limité » mise en place dans la presqu'île de Lyon.

À titre occasionnel, le titulaire du présent lot pourra être amené à intervenir sur des sites hospitaliers désaffectés ou tout lieu relevant de la compétence de la Direction des Affaires Domaniales.

➤ Profil des occupants de certains logements

L'attention du titulaire du présent lot est attirée sur le fait que de nombreux lots d'habitation sont des logements de fonction occupés par du personnel rattaché à la direction des HCL (Directeur Général, Directeurs Généraux Adjoints, Directeurs de site ou de service, Directeurs Adjoints de site ou de service) ou des cadres des HCL. **Ce profil d'occupant impose de fait, au titulaire du présent lot, un niveau de qualité d'intervention irréprochable de façon à être exempt de tout reproche.**

➤ Types d'intervention

Afin de répondre aux exigences de la commande publique, les travaux commandés par le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales se répartissent en deux catégories :

- **Opération en « classe 2 »** : il s'agit d'opérations d'investissements amortissables inscrites au Plan Pluriannuel d'Investissement qui sont programmées et font l'objet d'un suivi budgétaire spécifique.
- **Opérations en « classe 6 »** : il s'agit de tous les autres travaux : interventions d'urgence, maintenances correctives, entretiens courants, petits travaux avant remise en location, réparations lourdes, rénovations diverses, mise en sécurité de sites désaffectés, etc.

Cette distinction, d'ordre comptable pour les HCL, n'a pas d'incidence sur la réalisation en soit des travaux, mais se manifeste par un formalisme distinct au niveau du bon de commande et des documents de suivi.

Par ailleurs, le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales, dans le cadre de sa gestion d'activité, fait la distinction entre :

- Les interventions d'urgence et les interventions liées aux petits travaux curatifs ou d'entretien, par nature non programmés, qui relèvent de la « classe 6 ».
- Les interventions liées aux travaux plus importants, programmés, qui relèvent de la « classe 6 » ou de la « classe 2 », qui font l'objet d'un suivi spécifique pouvant nécessiter des réunions, d'une planification, d'une coordination, etc.

La nature des travaux du présent marché est très large puisque cela concerne à la fois des interventions liées à de tout petits travaux (dépose d'un habillage de baignoire amianté) et des interventions liées à de grosses rénovations complètes (désamiantage total d'un logement avant démolition complète).

B. DÉSIGNATION D'UN INTERLOCUTEUR UNIQUE

Afin de faciliter les échanges avec le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales, il est demandé, à l'entreprise titulaire du présent marché, de nommer **un interlocuteur unique**. Cette personne, formée encadrement technique sous-section 3, aura un profil « chargé d'affaires » : il sera l'interlocuteur privilégié dans le cadre des échanges courants liés à l'exécution du marché (prises de rendez-vous, établissement des devis, visites des chantiers, participations aux réunions de chantiers, organisation et supervision des interventions d'urgence, transmission des rapports d'intervention, etc.). Le choix de cette personne doit pouvoir satisfaire les critères de compétences techniques dans les métiers du lot, d'expérience en réalisation d'intervention en site occupé, d'organisation et de maîtrise des marchés à bon de commande.

Dans le cadre de la réalisation du présent marché, l'entreprise attributaire se verra imposer **une obligation de moyens et de résultats**. En conséquence, l'interlocuteur unique désigné devra se voir accorder des disponibilités en temps et en moyens suffisants pour pouvoir répondre à toutes les sollicitations du Service Technique (ou de son représentant) et pour pouvoir réaliser toutes les missions du présent marché dans les délais impartis notamment pour les sollicitations urgentes.

En période de congés, l'entreprise attributaire devra désigner une personne, possédant le même profil, pour le remplacer. Le Service Technique devra en être informé en amont et cette personne devra venir se présenter.

Dans le cas où l'interlocuteur unique désigné ne serait plus en mesure d'accomplir les tâches relevant du présent marché, l'entreprise attributaire devra en informer sans délai le maître d'ouvrage et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Pour son remplacement, il devra proposer un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et respecter l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG-PI Article 3.4.3.

C. PRINCIPES GÉNÉRAUX SUR LE BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES (BPU)

Le bordereau de prix unitaires a été rédigé afin de correspondre, le mieux possible, à la réalité des travaux commandés. Seuls les articles composant le BPU pourront être utilisés pour deviser et facturer les travaux.

La Direction des Affaires Domaniales est soucieuse de maintenir le niveau de qualité du patrimoine immobilier du domaine privé des HCL qui est, dans sa très grande majorité, constitué d'immeubles anciens de belle facture reconnu pour leur valeur architecturale. Les prix unitaires mentionnés doivent donc intégrer toutes les incidences nécessaires pour assurer la conservation des ouvrages existants non traités tout en répondant aux exigences liées à la réalisation de travaux de désamiantage.

L'attention du titulaire du présent lot est attirée sur le fait que de nombreux immeubles sont situés en périmètre de protection d'un monument classé monument historique ou inscrit à l'inventaire supplémentaire. Ce contexte impose à l'entreprise, lors de ses interventions, de ne pas dénaturer l'aspect des ouvrages conservés. En concertation avec le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales, le titulaire du marché devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de respecter les exigences de l'Architecte des Bâtiments de France sans pouvoir prétendre à une plus-value financière ou des articles complémentaires.

Les devis et les factures établis doivent correspondre exactement à la nature et à la quantité des prestations à réaliser.

Le coût des prestations est calculé à l'aide de prix unitaire soit au m³, au m², au ml, à l'unité, à la durée (heures, semaines, mois), au poids ou au forfait. Les quantités calculées sont celles caractérisant l'ouvrage mesurable sur le chantier. Sauf spécifications décrites au CCTP, aucune quantité ne pourra être majorée par l'application d'un coefficient pour tenir compte d'une quelconque difficulté d'exécution.

Afin de faciliter le contrôle des quantités calculées par l'entreprise, celle-ci devra produire en annexe de tous ses devis les minutes reprenant les détails des calculs.

Chaque prix unitaire mentionné au bordereau est **forfaitaire** et est réputé inclure :

- Toutes les missions préparatoires et d'organisation des travaux (les récupérations de clés à la Direction des Affaires Domaniales, les reconnaissances des lieux, les relevés, l'établissement des devis, la rédaction du PRA, les implantations des installations, les déplacements sur chantier, les réunions de chantiers ou techniques, les campagnes d'information des occupants, la gestion et les prises de rendez-vous avec les attributaires ou les locataires...).
- Tous les moyens nécessaires à affecter pour garantir la sécurité des personnes de l'entreprise, des autres intervenants sur le chantier, des occupants des locaux et toutes personnes circulant aux abords du chantier notamment lors d'installations temporaires sur le domaine public (les protections, les balisages, les signalisations, les aménagements spécifiques, les préconisations mentionnées au PRA, la propreté et le rangement des zones de travail et des circulations...).
- Tous les moyens nécessaires à l'exécution en toute sécurité de travaux en hauteur (les échafaudages de tout type y compris garde-corps et stabilisateur, les PIR ou PIRL) conformément aux principes généraux de prévention énoncés aux articles L4121-1 à L4121-5 et L4522-1 du Code du Travail.
- Tous les moyens, formations et recyclages nécessaires à l'application des mesures prévues au PRA.
- Tous les travaux d'étude nécessaires à la réalisation des travaux demandés.
- Tous les salaires et frais de personnel d'encadrement, administratifs et de production y compris les déplacements, les indemnités prévues dans la convention collective et l'intégralité des charges sociales.
- Tous les frais généraux nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise (ateliers, dépôts de stockage, bureaux, informatique, téléphones portables...), les bénéfices et aléas.
- Toutes les incidences financières consécutives au respect des délais d'établissement des devis et des délais d'exécution des travaux, notamment pour les interventions urgentes.
- **Toutes les incidences et contraintes liées à des interventions à réaliser en centre-ville** (le stationnement et son coût, les restrictions de circulation, les procédures de demande d'occupation du domaine public et autres démarches administratives y compris les droits afférents, les frais éventuels de remise en état des voiries, les frais de levage et de manutentions complémentaires...).
- Tous les matériels (y compris les consommables...) et la main-d'œuvre qualifiée nécessaires à la bonne réalisation de la prestation commandée.
- Tout l'outillage en bon état de fonctionnement et de dernière technologie nécessaire pour permettre la réalisation de l'ensemble des interventions dans les meilleures conditions.
- Tous les travaux de dépose, de descellements ou de démontage des ouvrages à traiter y compris les éléments résiduels, notamment les pattes ou autres accessoires de fixation.
- Toutes les tâches et les suggestions inhérentes à l'exécution totale pour l'achèvement complet et parfait du désamiantage (les approvisionnements ; le montage et le stockage des matériels ; le coltinage à pied d'œuvre des matériels et déchets, indépendamment du nombre de niveaux ou des difficultés d'accès ; les manutentions et l'ensemble des travaux de repli et de contrôle permettant la remise à disposition des lieux).
- Tous les travaux nécessaires à la remise en état des ouvrages adjacents détériorés accidentellement.
- Toutes les tâches et les suggestions nécessaires aux nettoyages et aux protections des lieux d'intervention et des circulations empruntées.
- Tous les frais d'évacuation, de transport et de traitements du matériel et des déchets conformément à la réglementation, y compris les taxes dues.
- Tous les travaux nécessaires (y compris leurs incidences financières) de reprise des interventions mal exécutés ou ne correspondant pas au cahier des charges.

- Toutes les missions liées à la fin du chantier (gestion, contrôle et restitution dans les délais, la restitution des clés à la Direction des Affaires Domaniales...).

Les prix mentionnés au bordereau doivent inclure également le coût pour établir les documents liés à l'exécution de l'ensemble des prestations et préalables à toute mise en œuvre, notamment :

- Les plans d'installation de chantier qui devront être soumis à l'approbation du Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales.
- Les notes de calculs pour les échafaudages.

L'ensemble de ces documents devra être transmis pour visa au Bureau de Contrôle et à l'équipe de maîtrise d'œuvre avant tout commencement de mise en œuvre.

L'entreprise titulaire du présent marché ne pourra se prévaloir d'une omission, d'un quelconque oubli, ou évoquer des difficultés spécifiques d'approvisionnement, de mise en œuvre ou de tout autre motif pour appliquer des plus-values financières ou des articles complémentaires lors de l'établissement de ses devis et de ses factures.

D. MISE EN PLACE DU MARCHÉ

Dès que le marché sera notifié à l'entreprise, celle-ci devra prendre contact avec le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales pour convenir d'un rendez-vous afin que l'interlocuteur unique puisse venir se présenter.

Au cours de cette réunion, les modalités de déroulement du marché seront passées en revue.

E. ÉTABLISSEMENT DES DEVIS ET DÉLAIS

Lors d'une demande de devis, le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales transmettra à l'entreprise titulaire le DAAT (Diagnostic Amiante Avant Travaux) ou le DAAD (Diagnostic Amiante Avant Démolition) et le diagnostic plomb avant travaux. Ces documents doivent faire l'objet d'une analyse critique.

Avant l'établissement du devis, l'entreprise titulaire devra se rendre obligatoirement sur place pour prendre connaissance des contraintes des lieux et faire une inspection visuelle détaillée permettant une lecture critique des diagnostics. En cas de doute ou de problème détecté, l'entreprise titulaire devra en informer immédiatement le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales.

Dans le cadre de son devoir de conseil, l'entreprise devra signaler au Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales, tout élément qu'elle jugera utile.

Les travaux, qui relèvent de la « classe 6 » ou de la « classe 2 », font l'objet systématiquement d'un devis préalable. L'entreprise titulaire du présent marché devra avoir mis en place une organisation et les moyens nécessaires pour établir ses devis dans les délais impartis. **Les devis transmis devront être présentés de façon claire et notamment comporter l'ensemble des détails des calculs des quantités.**

À la suite d'une demande de chiffrage formulée par le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales, faite par courriel, l'entreprise titulaire du présent marché dispose d'un délai défini pour établir son devis :

- Pour les travaux urgents touchant à la sécurité des personnes, le délai maximum accordé est de 2 jours ouvrés.
- Pour les interventions liées aux petits travaux courants d'entretien, le délai maximum accordé est de 5 jours ouvrés (1 semaine).
- Pour les interventions liées aux gros travaux de rénovation, le délai maximum accordé est de 10 jours ouvrés (2 semaines).

Les dates retenues pour le calcul du délai sont la date d'envoi du courriel du Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales et la date de réception du courriel contenant le devis.

Conformément au CCAP, tout manquement du titulaire, vis-à-vis de ces obligations en termes de délai, fera l'objet de l'application de pénalité.

En cas de désaccord sur le devis transmis, le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales fera part de ses remarques à l'entreprise qui disposera d'un délai de 2 jours pour le corriger et le renvoyer.

En cas de non-respect de ces délais ou sans retour de l'entreprise, le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales se réserve la possibilité d'éditer un bon de commande sur la base de son estimation pour enclencher l'intervention de l'entreprise. La contestation du montant figurant sur le bon de commande ne permet pas de surseoir à la réalisation de l'intervention dans les délais.

F. DÉLAI D'ÉTABLISSEMENT DU PDRE :

L'entreprise titulaire du présent marché devra avoir mis en place une organisation et les moyens nécessaires pour établir et transmettre, aux organismes compétents, chaque plan de démolition, de retrait et d'encapsulation de matériaux contenant de l'amiante (PDRE) dans les délais impartis.

La date de transmission du PDRE est importante, car elle conditionne la date de démarrage des travaux. Pour rappel, le PDRE doit être envoyé 30 jours au moins avant la date du début des interventions, à l'inspection du travail, à la Carsat (Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail) et le cas échéant, à l'OPPBTP du lieu de l'intervention.

Le bon de commande peut définir la date à laquelle l'intervention doit être réalisée et donc, par déduction, la date à laquelle le PDRE doit avoir été transmis aux instances compétentes. À défaut, les principes suivants sont à appliquer :

- Pour les interventions urgentes (danger grave et imminent ou état impactant fortement l'habitabilité d'un ou plusieurs logements) : PDRE à établir et à transmettre dans les 2 jours ouvrés à compter de la réception de la commande. **Cette demande pourra être formulée par un appel téléphonique et fera l'objet d'une régularisation ultérieure écrite.**
- Pour les interventions liées aux petits travaux non urgents : PDRE à établir et à transmettre dans les 5 jours ouvrés (1 semaine) à compter de la réception de la commande.
- Pour les interventions liées aux gros travaux de rénovation programmés : PDRE à établir et à transmettre de façon à pouvoir respecter le planning défini par le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales. À noter qu'à la réception de la commande, l'entreprise disposera d'un délai maximum de 10 jours ouvrés (2 semaines) pour établir et transmettre le PDRE.

Dans le cas où un des trois organismes formulerait des observations, le titulaire devra informer le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales, apporter une réponse cohérente et mobiliser tous les moyens nécessaires pour éviter tout retard dans le démarrage de l'intervention.

G. DÉLAI D'INTERVENTION

L'entreprise devra intervenir à la date prévue au planning défini par le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales ou, à défaut, le premier jour ouvré à l'issue des 30 jours d'instruction du PDRE par les organisations compétentes.

L'entreprise utilisera les 30 jours d'instruction du PDRE par les organisations compétentes pour préparer son chantier avec précision et éviter tout retard pour le démarrage de l'intervention dès ce délai purgé.

Dans le cadre de travaux dans un logement occupé, l'entreprise devra prendre toutes ses dispositions pour respecter la date de démarrage de l'intervention et la durée des travaux convenus. En cas d'empêchement ou de retard, l'entreprise devra avertir immédiatement le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que le rythme et la quantité des travaux à réaliser dans le cadre de ce marché ne sont pas linéaires et ne peuvent être précisément définis à l'avance. L'entreprise titulaire devra donc mettre en place une organisation lui permettant de mettre, à disposition du présent marché, l'effectif nécessaire pour répondre à ces variations notamment en période de congés et lors de la simultanéité de plusieurs chantiers.

Conformément au CCAP, tout manquement du titulaire, vis-à-vis de ces obligations en termes de délai, fera l'objet de l'application de pénalité.

H. SOUS-TRAITANCE :

Pour rappel, le candidat est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines prestations de son marché sous réserve de respecter toutes les conditions légales et les conditions mentionnées dans le CCAP et notamment l'obligation d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant avant toute intervention sur les chantiers.

Le dossier de demande d'acceptation du sous-traitant doit être transmis dans un délai suffisant pour permettre son traitement par rapport à la date de début d'intervention de celui-ci sur le chantier.

L'attention du titulaire du présent lot est attirée sur l'importance du renseignement des informations demandées dans le DC4 et notamment sur la description détaillée de la nature des prestations sous-traitées (paragraphe F du DC4). Conformément à l'article R. 2193-9 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage pourra exiger la justification du montant mentionné (paragraphe G du DC4).

Ce dossier doit être adressé au responsable du Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales pour avis et le cas échéant, au préalable, au maître d'œuvre pour validation.

L'entreprise titulaire reste totalement responsable dans l'exécution du marché des sous-traitants acceptés notamment en cas d'accident, de dégâts produits, de dégradation des lieux ou de mauvaise exécution des travaux. L'entreprise devra mettre en place une organisation spécifique pour superviser ses sous-traitants et assurer des contrôles journaliers. L'entreprise conservera à sa charge la gestion complète de ses sous-traitants, notamment en termes de coordination. Tout manquement pourra conduire à une restriction sur l'utilisation de la sous-traitance.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser les sous-traitants proposés si les documents transmis (qualification, références, CV des salariés) ne permettent pas de justifier de leurs aptitudes techniques à réaliser les travaux que l'entreprise titulaire souhaite leur confier.

En aucun cas, un refus ou une acceptation tardive d'un sous-traitant ne pourront être invoqués par l'entreprise titulaire du présent marché pour justifier tout retard dans l'exécution de ses travaux.

I. TRAVAUX EN HAUTEUR

L'entreprise titulaire devra mettre en place tout le matériel adéquat, nécessaire et suffisant pour permettre l'exécution de ses travaux en hauteur en toute sécurité.

Elle devra utiliser, sous son entière responsabilité, tous les éléments d'échafaudages, les gazelles et autre moyen de levage nécessaires à l'exécution de ses travaux. Les échafaudages installés devront être dimensionnés pour supporter leur propre poids, les charges éventuelles à reprendre et les surcharges des poids des éléments déposés. Avant tout montage, la capacité des ouvrages servant de surface d'appui ou de point d'ancrage devra être vérifiée. Le montage et le démontage des échafaudages devront être exécutés par un personnel formé et compétent. Avant chaque utilisation, l'ensemble des éléments de stabilité (points fixes, points d'ancrage, stabilisateur...) et des éléments de sécurité (garde-corps, plinthes...) devront être contrôlés par une personne formée et compétente. Les employés travaillant sur les échafaudages devront porter l'ensemble des équipements de protections individuelles (EPI) nécessaires à leur parfaite sécurité.

J. DOCUMENTS À REMETTRE EN FIN DE CHANTIER

À la fin de chaque intervention, un dossier (format papier et informatique) rassemblant l'ensemble des documents permettant de valider le respect de la réglementation en vigueur (code du travail et code de la santé publique). L'entreprise devra notamment transmettre :

- Un rapport précis des travaux réalisés
- Une attestation d'examen des surfaces traitées et de l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées
- Les mesures d'empoussièrement de l'air libérateur après travaux et avant restitution des locaux

- L'ensemble des bordereaux de suivi et de traitement des déchets contaminé ou non
- Une attestation de bonne fin de travaux

K. IDENTIFICATION PROFESSIONNELLE DU PERSONNEL TRAVAILLANT SUR CHANTIER

Chaque intervenant devra être identifiable et porter des vêtements avec le logo de l'entreprise visible.

Il est rappelé que tout salarié qui travaille sur un chantier doit détenir la carte d'identification professionnelle du BTP, aussi appelée CIBTP. L'obtention de cette carte doit être sollicitée par l'entreprise qui emploie le salarié.

Chaque salarié détenteur de la carte BTP doit être en capacité de la présenter sans délai aux agents de contrôle des services de l'État, au maître d'ouvrage ou au donneur d'ordre intervenant sur le chantier. Un employeur qui ne remplit pas son obligation de demande de carte BTP pour l'un de ses salariés risque jusqu'à 4 000 € d'amende par salarié ou par infraction et 8 000 € en cas de récidive dans l'année qui suit la 1ère amende.

En conséquence, tout le personnel de l'entreprise titulaire du présent marché ou appartenant à ses sous-traitants éventuels doit porter sur lui cette carte CIBTP et la présenter systématiquement à toute demande. En cas de refus ou d'impossibilité, la personne concernée devra quitter le chantier et l'entreprise titulaire devra justifier de cette attitude vis-à-vis de la Direction des Hospices Civils de Lyon. Le cas échéant, un signalement sera transmis aux autorités compétentes.

L. COMPORTEMENT DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Lors des interventions sur le patrimoine faisant partie du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les règles de présentation, de courtoisie et de discrétion soient respectées par lui-même, son personnel et ses sous-traitants éventuels.

Le titulaire s'engage envers les Hospices Civils de Lyon à ce que ses techniciens et ouvriers s'abstiennent de tout commentaire ou remarque auprès des occupants ou utilisateurs concernant l'état des installations ou équipements de quelques natures que ce soit.

Le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales et, par dérogation à l'article 31.4.5 du CCAG, le maître d'œuvre ont le droit d'exiger du titulaire qu'il retire des chantiers, ateliers ou bureaux, toute personne qu'il emploie, pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

En aucun cas, cette demande de retrait ne pourra être invoquée par l'entreprise titulaire du présent marché pour justifier tout retard dans l'exécution de ses travaux.

M. EXÉCUTION DES TRAVAUX

Les travaux de désamiantage pouvant générer de fortes inquiétudes auprès des occupants du site où se déroule l'intervention, l'entreprise titulaire devra réaliser une campagne d'information (affichages, courriers...) détaillée et pertinente avant, pendant et après les travaux.

L'entreprise devra prendre toutes les mesures nécessaires et suffisantes pour limiter les nuisances (bruits, coupures de réseau...) auprès des occupants. En cas de travaux provoquant obligatoirement de véritables gênes, l'entreprise devra l'intégrer dans cette campagne d'information, notamment en communiquant des dates et des heures.

Les modalités et les détails de cette campagne d'information seront définis préalablement en accord avec le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales.

L'entreprise titulaire devra exécuter ses travaux dans le total respect de la réglementation et notamment du Code du travail et Code de la santé publique. Elle devra intervenir conformément à son PDRE et aux éventuelles observations formulées par les organismes compétents.

L'entreprise ne pourra pas, d'elle-même, modifier le déroulement et le planning du chantier défini en amont.

L'entreprise devra intégrer dans son processus d'exécution des travaux toutes les contraintes liées au site.

Elle devra être représentée à toutes les réunions où elle sera convoquée par l'interlocuteur unique désigné et, exceptionnellement, en cas d'impossibilité, par une personne compétente, qualifiée et ayant le pouvoir de décision.

En cas de découverte pendant la réalisation des travaux d'élément amianté non répertorié, le titulaire devra avertir le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales.

Dans les parties communes ou les locaux occupés, l'utilisation de poste de radio par le personnel intervenant n'est pas autorisée. En cas de locaux vides de tout occupant, l'utilisation sera autorisée, mais en volume sonore restreint.

L'entreprise sera responsable de la surveillance de son matériel et de ses installations ainsi que de la protection et de la sécurité du chantier jusqu'à la restitution des locaux.

L'entreprise sera responsable de tous dégâts, détériorations ou soustractions survenus sur le chantier ou dans les parties communes pendant les travaux, soit du fait de ses ouvriers ou de ses sous-traitants soit du fait de ses manquements ou négligences qui auraient permis à des personnes extérieures de s'introduire dans les lieux.

Dans le cas d'interventions simultanées de plusieurs entreprises, et dans l'hypothèse où l'auteur du dégât ou de la soustraction ne pourrait être connu, la réparation en serait supportée par les diverses entreprises présentes sur le chantier et en fonction du montant de leurs travaux.

N. NETTOYAGE ET PROTECTION DES LIEUX

Le titulaire doit laisser les parties communes empruntées propres à chaque fin de journée de travail. Il doit porter une attention toute particulière à la gestion, la sécurisation et l'évacuation de ses déchets. Il doit effectuer un nettoyage soigné des lieux occupés ou empruntés à la fin de son intervention.

Pendant toute la durée de ses travaux, le titulaire devra prévoir la fourniture et la mise en place de toutes les protections temporaires nécessaires et suffisantes afin d'assurer la conservation des lieux dans lesquels il se trouve ou qu'il emprunte et d'empêcher toutes dégradations. À la fin de son intervention, il procédera à la dépose et au repliement de l'ensemble des protections puis procédera à un nettoyage complet et soigneux des lieux, y compris la réalisation d'un dépoussiérage par aspiration.

En cas de manquement de l'entreprise titulaire ou de ses sous-traitants, l'ensemble des frais de remise en état consécutifs à l'intervention d'une entreprise extérieure spécialisée seront entièrement à sa charge.

O. UTILISATION DES ASCENSEURS

L'utilisation des ascenseurs est strictement interdite pour les manutentions de matériels comme pour les évacuations de déchets.

Toutefois, le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales pourra, à titre exceptionnel, en autoriser l'utilisation sous réserve de la mise en œuvre d'une protection intérieure adéquate de la cabine (prestation à la charge de l'entreprise).

Dans ce cas, l'entreprise a la stricte obligation de respecter la charge admissible par l'appareil et de procéder à un nettoyage systématique au moment de l'utilisation pour éviter toute introduction de corps étranger dans les organes de l'ascenseur (portes, glissières, etc.).

P. ACCÈS AUX IMMEUBLES ET LOCAUX

Le titulaire aura une dotation initiale remise après notification du marché composée de 3 badges de type VIGIK pour un accès permanent aux immeubles et de 3 clés « passe » pour un accès aux locaux où il devra intervenir.

Cette dotation sera remise au représentant légal du prestataire contre signature dans un registre. Le titulaire a l'obligation de restituer les clés et badges en fin de marché.

Pour l'accès aux locaux non mis sous « passe », des clés spécifiques seront remises à l'entreprise pour l'exécution de ces travaux. Le titulaire a obligation de restituer ces clés au Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales dès la fin de son intervention (le délai maximum est de un jour ouvré).

II. DESCRIPTIFS

Les travaux à réaliser dans le cadre de ce marché devront obligatoirement être exécutés dans le respect total des normes et des réglementations en vigueur, notamment les dispositions du Code du Travail relatives aux travaux en présence d'amiante.

Les Rapports Amiante Avant Travaux préciseront la nature et la localisation des matériaux contenant de l'amiante. Les quantités seront estimées par le titulaire pour l'établissement du devis.

1. PRÉPARATION DE CHANTIER

Le titulaire prévoira l'installation de chantier en fonction du classement de ses processus dans l'un des trois niveaux définis réglementairement :

Niveau 1 : empoussièrément dont la valeur est inférieure à 100 f/L,

Niveau 2 : empoussièrément dont la valeur est supérieure ou égale à 100 f/L et inférieure à 6000 f/L,

Niveau 3 : empoussièrément dont la valeur est supérieure ou égale à 6000 f/L et inférieure à 25 000 f/L.

1.1 Installation de chantier niveau 1

Les installations de chantier pour des opérations de désamiantage en niveau 1 comprennent :

1.1.1 Prestations forfaitaires

Cette prestation forfaitaire pour le retrait ou le confinement de matériaux contenant de l'amiante comprend :

- L'établissement avec rigueur d'un plan de retrait ou de confinement des matériaux contenant de l'amiante conformément à l'art R4412-133 du Code du Travail (y compris avis du médecin du travail et du CHSCT, transmissions à la DIRECCTE, la CARSAT, la DCRE et l'OPPBT du lieu où se déroule le chantier un mois (30 jours calendaires) avant le démarrage des travaux et toutes modifications éventuelles nécessaires).
- L'établissement d'une stratégie d'échantillonnage sous couvert d'accréditation Cofrac (y compris transmissions et modifications éventuelles).
- Le planning prévisionnel des travaux partant de l'installation de chantier jusqu'à la remise des locaux au Maître d'Ouvrage.
- L'installation électrique provisoire de chantier et raccordement au réseau existant en parties communes avec prise en charge des consommations par les HCL.
- L'installation d'alimentation en eau potable provisoire de chantier et raccordement au réseau existant en partie commune avec prise en charge des consommations par les HCL, y compris raccordement au réseau d'assainissement et système de filtration avant rejet.
- La signalétique spécifique pour les travaux de désamiantage.
- Tout le matériel adéquat, nécessaire et suffisant pour permettre l'exécution des travaux en hauteur en toute sécurité.
- **4 contrôles initiaux et de restitution d'empoussièrément atmosphérique suivant l'article 3-1-1.**
- **3 contrôles environnementaux suivant l'article 3-1-2.**
- **1 mesure sur opérateur suivant l'article 3-1-3.**
- **1 analyse des matières en suspension dans l'eau suivant l'article 3-2.**

1.1.2 Prestations calculées à la surface

La surface permettant la quantification de ce poste est la surface habitable indiquée sur les plans du maître d'ouvrage.

Les prestations faisant l'objet de ce mode de calcul concernent l'isolement de la zone et le confinement statique qui comprend :

- Le calfeutrement des ouvrants, des bouches de ventilation et petites trémies par mise en place de polyane et d'adhésif. La base est l'unité d'ouvrant ou de trémie à traiter.

- La mise en place au sol d'une peau en polyane renforcé d'épaisseur supérieure à 200 microns, y compris démontage en fin de chantier.
- La mise en place aux murs d'une peau en polyane, y compris démontage en fin de chantier.
- La mise en place au plafond d'une peau en polyane, y compris démontage en fin de chantier.
- La dépose sans réutilisation, des installations gênantes pour les travaux de désamiantage : Dépose, décontamination, stockage temporaire sur site et repose – forfait par chantier.

1.2 Installation de chantier niveau 2

Les installations de chantier pour des opérations de désamiantage, en niveau 2 comprennent :

1.2.1 Prestations forfaitaires

Cette prestation forfaitaire pour le retrait ou le confinement de matériaux contenant de l'amiante comprend :

- L'établissement avec rigueur d'un plan de retrait ou de confinement des matériaux contenant de l'amiante conformément à l'art R4412-133 du Code du Travail (y compris avis du médecin du travail et du CHSCT, transmissions à la DIRECCTE, la CARSAT, la DCRE et l'OPPBT du lieu où se déroule le chantier un mois (30 jours calendaires) avant le démarrage des travaux et toutes modifications éventuelles nécessaires).
- L'établissement d'une stratégie d'échantillonnage sous couvert d'accréditation Cofrac (y compris transmissions et modifications éventuelles).
- Le planning prévisionnel des travaux partant de l'installation de chantier jusqu'à la remise des locaux au Maître d'Ouvrage.
- L'installation électrique provisoire de chantier et raccordement au réseau existant en partie commune avec prise en charge des consommations par les HCL.
- L'installation d'alimentation en eau potable provisoire de chantier et raccordement au réseau existant en partie commune avec prise en charge des consommations par les HCL, y compris raccordement au réseau d'assainissement et système de filtration avant rejet.
- La signalétique spécifique pour les travaux de désamiantage.
- La mise en place d'un sas 5 compartiments pour le personnel : installation et démontage en fin de chantier.
- La mise en place d'un sas 3 compartiments pour les déchets : installation et démontage en fin de chantier.
- La mise en place d'un groupe électrogène de secours : installation et démontage en fin de chantier.
- Le maintien en dépression de la zone de travail et renouvellement d'air de la zone confinée par un organe déprimogène de capacité d'extraction inférieure ou égale à la valeur réglementaire, y compris un organe déprimogène de secours : mise en place de l'installation et repli en fin de chantier.
- Tout le matériel adéquat, nécessaire et suffisant pour permettre l'exécution des travaux en hauteur en toute sécurité.
- **4 contrôles initiaux et de restitution d'empoussièrement atmosphérique suivant article 3-1-1**
- **5 contrôles environnementaux suivant l'article 3-1-2**
- **1 mesure sur opérateur suivant article 3-1-3.**
- **1 analyse des matières en suspension dans l'eau suivant l'article 3-2.**
- **1 test à la fumée du confinement suivant l'article 3-3.**

1.2.2 Prestations calculées à la surface

La surface permettant la quantification de ce poste est la surface habitable indiquée sur les plans du maître d'ouvrage.

Les prestations faisant l'objet de ce mode de calcul concernent l'isolement de la zone, le confinement statique et le confinement dynamique qui comprend :

- Le calfeutrement des ouvrants, des bouches de ventilation et petites trémies par mise en place de polyane et d'adhésif. La base est l'unité d'ouvrant ou de trémie à traiter.
- La mise en place au sol d'une peau en polyane renforcé d'épaisseur supérieure à 200 microns. Y compris démontage en fin de chantier
- La mise en place aux murs d'une peau en polyane, y compris démontage en fin de chantier
- La mise en place au plafond d'une peau en polyane, y compris démontage en fin de chantier

- La dépose sans réutilisation, des installations gênantes pour les travaux de désamiantage : Dépose, décontamination, stockage temporaire sur site et repose – forfait par chantier

1.2.3 Prestations calculées au temps passé

L'unité de compte est la semaine.

Les prestations rémunérées au temps passé sont les suivantes :

- Immobilisation ou location et utilisation entretien des sas 5 et 3 compartiments
- Immobilisation ou location et utilisation entretien du groupe électrogène de secours
- Immobilisation ou location et utilisation entretien du système de maintien en dépression
- Gardiennage du chantier par une société spécialisée chargée de la surveillance du chantier et du contrôle éventuel du maintien en dépression des zones confinées.

1.3 Installation de chantier niveau 3

Les installations de chantier pour des opérations de désamiantage, en niveau 3 comprennent :

1.3.1 Prestations forfaitaires

Cette prestation forfaitaire pour le retrait ou le confinement de matériaux contenant de l'amiante comprend :

- L'établissement avec rigueur d'un plan de retrait ou de confinement des matériaux contenant de l'amiante conformément à l'art R4412-133 du Code du Travail (y compris avis du médecin du travail et du CHSCT, transmissions à la DIRECCTE, la CARSAT, la DCRE et l'OPPBT du lieu où se déroule le chantier un mois (30 jours calendaires) avant le démarrage des travaux et toutes modifications éventuelles nécessaires).
- L'établissement d'une stratégie d'échantillonnage sous couvert d'accréditation Cofrac (y compris transmissions et modifications éventuelles).
- Le planning prévisionnel des travaux partant de l'installation de chantier jusqu'à la remise des locaux au Maître d'Ouvrage.
- L'installation électrique provisoire de chantier et raccordement au réseau existant en parties communes avec prise en charge des consommations par les HCL.
- L'installation d'alimentation en eau potable provisoire de chantier et raccordement au réseau existant en parties communes avec prise en charge des consommations par les HCL, y compris raccordement au réseau d'assainissement et système de filtration avant rejet.
- La signalétique spécifique pour les travaux de désamiantage. Forfait appliqué par zone de travaux distincte.
- La mise en place d'un sas 5 compartiments pour le personnel : installation et démontage en fin de chantier
- La mise en place d'un sas 3 compartiments pour les déchets : installation et démontage en fin de chantier
- La mise en place d'un groupe électrogène de secours : installation et démontage en fin de chantier
- La mise en place d'un groupe d'adduction d'air : installation et démontage en fin de chantier
- Le maintien en dépression de la zone de travail et renouvellement d'air de la zone confinée par un organe déprimogène de capacité d'extraction inférieure ou égale à la valeur réglementaire, y compris un organe déprimogène de secours : mise en place de l'installation et repli en fin de chantier
- Tout le matériel adéquat, nécessaire et suffisant pour permettre l'exécution des travaux en hauteur en toute sécurité.
- **4 contrôles initiaux et de restitution d'empoussièrement atmosphérique suivant article 3-1-1**
- **5 contrôles environnementaux suivant l'article 3-1-2**
- **1 mesure sur opérateur suivant article 3-1-3.**
- **1 analyse des matières en suspension dans l'eau suivant l'article 3-2.**
- **1 test à la fumée du confinement suivant l'article 3-3.**

1.3.2 Prestations calculées à la surface

La surface permettant la quantification de ce poste est la surface habitable indiquée sur les plans du maître d'ouvrage.

Les prestations faisant l'objet de ce mode de calcul concernent l'isolement de la zone le confinement statique et le confinement dynamique qui comprend :

- Le calfeutrement des ouvrants, des bouches de ventilation et petites trémies par mise en place de polyane et d'adhésif. La base est l'unité d'ouvrant ou de trémie à traiter.
- La mise en place au sol de deux peaux en polyane renforcé d'épaisseur supérieure à 200 microns. Y compris démontage en fin de chantier
- La mise en place aux murs deux peaux en polyane, y compris démontage en fin de chantier
- La mise en place au plafond deux peaux en polyane, y compris démontage en fin de chantier
- La dépose sans réutilisation, des installations gênantes pour les travaux de désamiantage : Dépose, décontamination, stockage temporaire sur site et repose – forfait par chantier

1.3.3 Prestations calculées au temps passé

L'unité de compte est la semaine.

Les prestations rémunérées au temps passé sont les suivantes :

- Immobilisation ou location et utilisation entretien des sas 5 et 3 compartiments.
- Immobilisation ou location et utilisation entretien du groupe électrogène de secours.
- Immobilisation ou location et utilisation entretien du groupe d'addiction d'air.
- Immobilisation ou location et utilisation entretien du système de maintien en dépression.
- Gardiennage du chantier par une société spécialisée chargée de la surveillance du chantier et du contrôle éventuel du maintien en dépression des zones confinées.

1.4 Compléments aux forfaits

1.4.1 Base vie

Mise en place d'une base vie complète, autonome, conforme à la réglementation en vigueur et répondant aux exigences légales du Code du travail. Cette base vie comprendra un ou plusieurs bungalows pour mettre à disposition des vestiaires, des lavabos, des WC, des douches et un espace repas. Cette base vie sera équipée de clôtures, barrières et autres protections nécessaires pour assurer la sécurité de la zone. Les prestations incluses dans cet article sont :

- La fourniture d'une base-vie complète y compris son transport, sa livraison, sa mise en place, sa mise en service complète et toutes les manutentions nécessaires.
- Les démarches administratives pour l'obtention de toutes les autorisations nécessaires.
- Les raccordements aux réseaux si besoin.
- Les affichages, signalétiques et balisages pour sécuriser la zone.
- L'ensemble des frais de location de la base-vie pour une semaine.
- La prestation hebdomadaire complète d'entretien de l'ensemble des installations à réaliser pour le maintien en bon état de la base-vie pendant toute la durée de mise à disposition.
- Le démontage, le repliement, l'évacuation et le transport à la fin du chantier.
- La remise en état des lieux.

Article 1.4.1.1 : Forfait pour mise en place, location 1 semaine et repliement

Article 1.4.1.2 : Pour une semaine complémentaire

Article 1.4.1.3 : Forfait pour prise en charge des frais d'occupation de voirie, pendant toute la durée de mise en place, lorsque la base-vie est installée sur le Domaine Public. Forfait pour 1 mois.

1.4.2 Zone de stockage des déchets sur la voie publique

Mise en place d'une zone de stockage des déchets, y compris :

- Le transport, la livraison, la mise en place et toutes les manutentions nécessaires des matériels.
- Les clôtures, barrières et autres protections nécessaires pour assurer la sécurité de la zone.

- Les affichages, signalétiques et balisages pour sécuriser la zone.
- Le démontage, le repliement, l'évacuation et le transport à la fin du chantier.
- La remise en état des lieux.

Article 1.4.2.1 : Forfait pour mise en place, location 1 semaine et repliement

Article 1.4.2.2 : Pour une semaine complémentaire

Article 1.4.2.3 : Forfait pour prise en charge des frais d'occupation de voirie, pendant toute la durée de mise en place, lorsque la zone de stockage est installée sur le Domaine Public. Forfait pour 1 mois.

1.4.3 Installation électrique

Articles à utiliser si la puissance disponible du réseau existant en parties communes n'est pas suffisante.

Deux cas de figure :

Article 1.4.3.1 : Raccordement des installations électriques provisoires de chantier au réseau public, souscription d'un abonnement « chantier » et prise en charge des consommations électriques par le Titulaire.

Article 1.4.3.2 : Mise en place d'un groupe électrogène y compris transport, installation, toutes manutentions nécessaires, raccordement, repliement, évacuation et remise en état des lieux. Le prix comprend la location, l'entretien, les consommations et tous les autres frais.

Article 1.4.3.3 : Pour une semaine complémentaire d'un groupe électrogène.

Article 1.4.3.4 : Forfait pour prise en charge des frais d'occupation de voirie, pendant toute la durée de mise en place, lorsque le groupe électrogène est installé sur le Domaine Public. Forfait pour 1 mois.

1.4.4 Alimentation en eau

Article à utiliser si aucune alimentation en eau n'est disponible en parties communes.

Raccordement des installations provisoires de chantier au réseau public et prise en charge des consommations en eau par le Titulaire.

1.4.5 Échafaudage

Cet article concerne la mise en place d'un échafaudage métallique de pieds classe 3, pour créer un accès de la zone chantier par l'extérieur du bâtiment. Il comprend :

- L'utilisation de matériel conforme portant le marquage NF « Équipements de chantier » et respectant les exigences minimales de solidité, de stabilité et de sécurité suivant les normes en vigueur.
- L'installation dans le respect des réglementations et normes en vigueur et en respectant la notice d'instructions du fabricant,
- L'établissement d'une note de calcul et d'un PV de réception avant mise en service,
- Le double transport y compris le chargement et le déchargement,
- Le montage et le démontage par du personnel qualifié ayant reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées et titulaire d'une attestation de compétence en la matière,
- La réalisation des opérations effectuées sous la direction d'une personne compétente,
- toutes les manutentions nécessaires sur site pour arriver au lieu de montage,
- La mise en place de tous platelages de protections avant installation,
- La protection des végétaux et des ouvrages adjacents,
- L'équipement avec tous organes de sécurité (garde-corps, escalier de service, plinthes, filet, protection des pieds d'échafaudage, cheminement et accès piéton, signalisations diurnes et nocturnes...),

- La mise en œuvre d'une poulie de service,
- Les modifications éventuelles en cours de travaux,
- Les démarches administratives conformément à la réglementation,
- L'obtention des autorisations,
- Les vérifications périodiques conformément à la réglementation,
- Le nettoyage et la remise en état des lieux en fin d'intervention.

Dans le cas d'une implantation sur le domaine public, les droits de voirie seront refacturés au réel (présentation des factures) en appliquant le coefficient de peines et soins.

Article quantifié au mètre carré (linéaire de l'échafaudage multiplié par sa hauteur)

2. RETRAIT DE MATÉRIAUX CONTAMINÉS

2.1 Dépose sans réutilisation d'équipements

Il s'agit d'équipements contaminés (appareils électriques, sanitaires, etc.).

La prestation comprend la dépose sans réutilisation.

Les prestations de conditionnement, d'évacuation et de traitement des déchets sont valorisées dans le chapitre 4. Ces postes sont comptés à l'unité d'appareil.

2.2 Retrait de matériaux contenant de l'amiante

L'ensemble des articles 2.2.1 à 2.2.14, comprennent toutes les sujétions de dépose, le transport dans les conditions réglementaires, la mise en décharge spécialisée et la fourniture des bordereaux de suivi.

Les particularités suivantes sont à noter :

Article 2.2.4 - Faux plafonds :

La dépose comprend la dépose de l'ossature, des suspentes et des ancrages, les rebouchages et l'évacuation des déchets.

Article 2.2.8 – Flocages :

La dépose comprend la dépose des flocages en sous face et sur toutes les parois (retombées par exemple).

Ce poste est compté à la surface habitable (pas à la surface développée).

3. CONTRÔLES SPÉCIFIQUES À L'ACTIVITÉ DE DÉSAMIANTAGE

Les contrôles sont réalisés selon les prescriptions en vigueur au moment du chantier.

Ces postes sont à utiliser en compléments des forfaits du chapitre 1 lorsque le dépassement du nombre des contrôles prévus dans le forfait concerné est justifié.

3.1 Contrôles d'empoussièrement atmosphérique

3 types de contrôles sont utilisés :

Art 3-1-1 : contrôles initiaux et de restitution d'empoussièrement atmosphérique :

Contrôle du point 0 par microscopie électronique à transmission analytique (META) avant la prise en charge de la zone de travaux. Compté par unité de prélèvement.

Ces contrôles peuvent être effectués :

- En contrôle initial
- En contrôle en 1^{ère} restitution pour les niveaux 2 et 3

- En contrôle final, après déconfinement

Art 3-1-2 : Contrôles environnementaux

Contrôle en cours de travaux de l'atmosphère. Analyse META incluse. Compté par unité de prélèvement.

Ces contrôles peuvent être effectués :

- En zone de travail
- En zone d'approche
- En zone de récupération
- En environnement proche du chantier
- En zone d'extracteur

Art 3-1-3 : Mesure sur opérateur

Contrôle de l'atmosphère au niveau d'un opérateur (utilisation d'une pompe portative). Analyse META incluse. Pour une durée de prélèvement d'au moins une heure. Compté par unité de prélèvement.

3.2 Analyse MES

Analyse des matières en suspension (MES) dans l'eau rejetée selon la norme NFT 90-105. Compté par unité de prélèvement.

3.3 Test à la fumée du confinement

Compté par unité de test.

4. GESTION DES DÉCHETS CONTAMINÉS

L'ensemble des articles 4.1 à 4.3 concerne toutes les prestations pour le traitement des déchets conformément aux réglementations en vigueur, y compris leurs emballages, leurs stockages temporaires, leurs manutentions, leurs transports réglementaires, toutes les démarches administratives et autres sujétions nécessaires à leur bonne réalisation.

5. TAUX HORAIRES

Dans le cas de prestations non assimilables à celles prévues dans le bordereau, le titulaire pourra, exceptionnellement et après accord du représentant du Maître d'Ouvrage, établir une facturation basée sur les tarifs horaires indiqués au bordereau. Le nombre d'heures sera égal à la durée réelle de réalisation des travaux sur place.

Ces taux horaires comprennent tous les frais liés à la mise à disposition du personnel, l'outillage, le matériel, les petites fournitures et les matériaux standards nécessaires à la bonne exécution de l'ouvrage.

Le taux horaire de chef d'équipe comprend un véhicule permettant :

- L'approvisionnement du matériel et des matériaux.
- L'évacuation du matériel, des matériaux, des déchets et des gravats.

L'utilisation de ces taux horaires sera accompagnée d'un descriptif détaillé des tâches réalisées dans le temps imparti facturé.

La facturation de ces taux horaires devra être accompagnée d'un décompte journalier des heures et du nombre de personnes présentes.

6. COEFFICIENT

Coefficient de peines et soins

Le coefficient de peine et soins est applicable pour :

- Les matériaux, matières premières et objets fabriqués spécifiques nécessaires à la réalisation de travaux non prévus au bordereau (prix justifié sur présentation d'une facture du fournisseur).
- Les travaux non prévus au BPU et sous traités à un tiers.

Ce coefficient est obligatoirement inférieur ou égal à 1,20.

Ce coefficient a été prévu pour alléger l'écriture du BPU, pour des prestations très rarement utilisées sur le patrimoine privé des HCL. Dans le cas de son emploi avec des fournitures, il sera utilisé en accompagnement d'une facturation d'un tarif horaire.